

64

*Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement du
13 mars 2001*

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET
D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE (3 19.01) *du
20 février 2001.*

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 20^{fév} 2001 RELATIVE
A LA DISPENSE DE PRESTATIONS DE TRAVAIL AVEC MAINTIEN DE LA
REMUNERATION A PARTIR DE L'AGE DE 45 ANS DANS LE CADRE DE LA FIN
DE CARRIERE**

Article 1^{er} - Champ d'application :

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services ressortissant à la sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la communauté flamande (319.01)

Par travailleurs on entend les ouvriers et employés masculins et féminins.

Article 2 -

La durée du travail sectorielle, définie dans la convention collective de travail du 1^{er} juillet 1998 relative à la généralisation de la durée de travail sectorielle à 38 heures par semaine, n'est pas modifiée par la présente convention collective de travail.

L'application de la présente convention collective de travail ne donnera pas lieu à la modification des régimes de compensation 40/38 heures par semaine qui existent déjà dans l'établissement ou le service au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail.

La dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération à partir de l'âge de 45 ans dans le cadre de la fin de carrière, ne modifie donc pas la durée du travail individuelle contractuelle des travailleurs concernés, mais est octroyé sous forme de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération.

Article 3 -

Tous les travailleurs liés par un contrat de travail, ont droit à une dispense des prestations de travail avec maintien de la rémunération selon les modalités suivantes :

- * à partir de l'âge de 45 ans : 2 heures par semaine
- * à partir de l'âge de 50 ans : 4 heures par semaine
- * à partir de l'âge de 55 ans : 6 heures par semaine

Les travailleurs à temps partiel ont droit à l'octroi proportionnel de la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération, en proportion de leur durée du travail hebdomadaire contractuelle moyenne.

Dès lors le salaire mensuel du travailleur reste inchangé, comme si le travailleur aurait presté au cours du mois sa durée du travail contractuelle complète.

WERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. |
29-03-2001 | 15-07-2002 | NR. N° 63.332/Co/319.

64

Article 4 — Programmation de l'introduction :

La dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération sera introduite selon la programmation suivante :

- 1 heure par semaine à partir de l'âge de 45 ans, à partir du 1/1/2001 ;
- 1 heure supplémentaire par semaine à partir de l'âge de 45 ans, à partir du 1/1/2002 ;
- 1 heure supplémentaire par semaine à partir de l'âge de 50 ans, à partir du 1/1/2003 ;
- 1 heure supplémentaire par semaine à partir de l'âge de 50 ans, à partir du 1/1/2004 ;
- 2 heures supplémentaires par semaine à partir de l'âge de 55 ans, à partir du 1/1/2004.

Cette programmation se construit **cumulativement** à partir de l'âge de 45 ans.

Au cours de l'année 2003 les partenaires sociaux procéderont à une évaluation au niveau du secteur pour voir si le financement par les autorités de l'emploi de remplacement complet reste assuré.

S'il s'avérait que ce n'est pas le cas, les partenaires sociaux saisiront les autorités flamandes.

Toutefois, cette évaluation ne constitue pas une condition résolutoire pour la convention collective de travail ou pour les droits individuels des travailleurs qui en découlent.

Article 5 - Modalités :

La première heure de dispense de prestations de travail avec maintien de rémunération à partir de l'âge de 45 ans est prise sans distinction ou dérogation sous forme de 6 jours de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération, par année civile.

A partir de la deuxième heure de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération, conformément à l'article 5, les modalités sont fixées par le biais d'une convention collective de travail au niveau de l'institution ou du service.

On entend par ces modalités :

- les heures dispensées de prestations de travail sur une base hebdomadaire ;
- les heures dispensées de prestations de travail sur une période plus longue (une année civile au maximum) ;
- les jours dispensés de prestations de travail dont chaque heure de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération correspond à 6 des jours dispensés de prestations de travail par année civile ;
- une combinaison des formules énumérées ci-dessus.

De toute façon, l'équivalent dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération fixé par la présente convention collective de travail doit être réalisé.

Article 6 - Procédure :

§1

La convention collective de travail au niveau de l'entreprise, visée à l'article 5, doit être remise au Président de la sous-commission paritaire 319.01 avant le 1^{er} juillet 2001.

En vue de la conclusion de cette convention collective de travail au niveau de l'entreprise, les parties conviennent de :

- ne pas faire des liaisons, au cours de ces négociations, avec d'autres thèmes que la fixation des modalités concernant la dispense de prestations de travail avec maintien de la

4

rémunération telle que définie dans la présente convention collective de travail sectorielle ;

- ne pas fixer d'autres modalités que celles prévues à l'article 5 .

§2

Si les parties ne parviennent pas à conclure une convention collective de travail d'entreprise avant la date précitée, la partie la plus diligente fait appel à la commission de conciliation, instaurée au sein de la sous-commission paritaire 319.01, sous la présidence du Président de la sous-commission paritaire.

Cette commission de conciliation est créée dans le but de chercher une solution pour la fixation des modalités de la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération, visée au deuxième alinéa de l'article 5, sous forme d'une convention collective de travail d'entreprise.

§3

Si, après l'intervention de la commission de conciliation, il n'a pas été conclu une convention collective de travail d'entreprise relative aux modalités concernant la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération, avant le 1^{er} décembre 2001, les modalités suivantes fixées par la présente convention collective de travail sectorielle deviennent d'application dans les entreprises concernées :

Pour chaque 2 heures de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération dans chaque catégorie d'âge (à partir de 45 ans/à partir de 50 ans/à partir de 55 ans) visée à l'article 3,

- la première heure de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération est prise sous forme de jours dispensés de prestations de travail, étant entendu que chaque heure de dispense de prestations de travail est prise sous forme de 6 jours dispensés de prestations de travail par année civile ;
- la deuxième heure de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération est prise sous forme d'heures dispensées de prestations de travail.

Ces modalités entrent en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2002.

§4

Les modalités visées au §3 restent d'application sauf si les modalités de la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération sont fixées par une convention collective de travail d'entreprise conclue en exécution de et conformément à la présente convention collective de travail sectorielle.

Article 7 -

Au cours de l'année civile où l'âge respectif de 45, 50 ou 55 ans est atteint, la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération est appliquée en proportion du mois dans lequel le travailleur atteint l'âge en question.

Les suspensions du contrat de travail avec salaire garanti n'ont aucun effet sur l'octroi des jours ou des heures dispensés de prestations de travail.

Les périodes sans salaire garanti donnent lieu à la réduction proportionnelle du droit à la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération.

Article 8 -

Les heures de travail de remplacement sont remplies en principe et pour autant que possible dans les groupes professionnels où la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération est prise, à l'exception de petites fractions de personnel qui ne peuvent pas être remplies autrement et pour lesquelles il n'y aurait alors pas d'emplois de remplacement. De toute façon le point de départ n'est pas que les emplois de remplacement pour la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération soient à l'origine de glissements significatives dans l'effectif du personnel des différents groupes professionnels. En ce sens les délégués syndicaux de l'institution ou du service seront consultés sur l'utilisation de l'emploi de remplacement.

Article 9

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1/1/2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de six mois notifié par lettre recommandée au Président de la sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté Flamande.

Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen d.d. 13 maart 2001 ¹

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (319.01) d.d. 20 februari 2001

Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 2001 betreffende de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon vanaf de leeftijd van 45 jaar in het kader van de eindloopbaan

Artikel 1 - Toepassingsgebied:

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap. (319.01)

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werkklieden- en bediendepersoneel.

Artikel 2 -

De conventionele sectorale arbeidsduur, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 1998 betreffende de veralgemening van de sectorale arbeidsduur tot 38 uur per week, wordt door deze collectieve arbeidsovereenkomst niet gewijzigd.

Het uitvoeren van deze collectieve arbeidsovereenkomst zal geen aanleiding geven tot het wijzigen van de reeds bestaande compensatiesystemen 40/38 urenweek zoals zij op het ogenblik van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst in de instelling of dienst reeds bestaan.

De vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon vanaf de leeftijd van 45 jaar in het kader van de eindloopbaan, wijzigt derhalve de individuele contractuele arbeidsduur van de betrokken werknemers niet, maar wordt toegekend in de vorm van vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon.

Artikel 3 -

Alle werknemers, verbonden door een arbeidsovereenkomst, hebben recht op vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon op de volgende wijze:

*vanaf de leeftijd van 45 jaar: 2 uur per week

*vanaf de leeftijd van 50 jaar: 4 uur per week

*vanaf de leeftijd van 55 jaar: 6 uur per week

De deeltijdse werknemers hebben recht op de evenredige toekenning van de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon, naar verhouding van hun gemiddelde contractuele arbeidsduur per week.

Het maandloon van de werknemer blijft derhalve onveranderd alsof de werknemer in de betrokken maand onverminderd zijn contractuele arbeidsduur zou gewerkt hebben.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

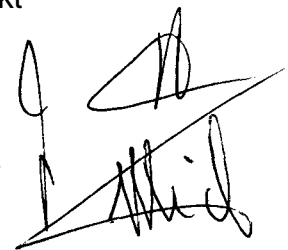
29-03-2001

15-07-2002

NR.
N°

63.332

1/09/319.



Artikel 4 - Programmatie van de invoering:

De vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon zal worden ingevoerd met de volgende programmatie in de tijd:

- 1 uur per week vanaf de leeftijd van 45 jaar, vanaf 1/1/2001 ;
- 1 bijkomend uur per week vanaf de leeftijd van 45 jaar, vanaf 1/1/2002;
- 1 bijkomend uur per week vanaf de leeftijd van 50 jaar, vanaf 1/1/2003;
- 1 bijkomend uur per week vanaf de leeftijd van 50 jaar, vanaf 1/1/2004;
- 2 bijkomende uren per week vanaf de leeftijd van 55 jaar, vanaf 1/1/2004.

Deze programmatie is een cumulatieve opbouw vanaf de leeftijd van 45 jaar.

In 2003 zal op sectorniveau een evaluatie plaatsvinden door de sociale partners om na te gaan of de financiering van de volledige vervangende tewerkstelling vanuit de overheid verzekerd blijft.

Indien zou blijken dat hieraan niet voldaan kan worden, zal de Vlaamse Overheid in deze door de sociale partners gevat worden.

Deze evaluatie geldt evenwel niet als ontbindende voorwaarde van de collectieve arbeidsovereenkomst of van de individuele rechten van de werknemer die eruit volgen.

Artikel 5 - Modaliteiten:

Het eerste uur vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon vanaf de leeftijd van 45 jaar wordt zonder onderscheid of afwijking opgenomen in de vorm van 6 van arbeidsprestaties vrijgestelde dagen met behoud van loon per kalenderjaar.

Vanaf het tweede uur vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon, overeenkomstig artikel 5, worden de modaliteiten bij collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de instelling of dienst bepaald.

Onder deze modaliteiten wordt verstaan:

- van arbeidsprestaties vrijgestelde uren op weekbasis;
- van arbeidsprestaties vrijgestelde uren bepaald over een langere periode van maximaal één kalenderjaar;
- van arbeidsprestaties vrijgestelde dagen waarbij elk uur vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon overeenkomt met 6 van arbeidsprestaties vrijgestelde dagen per kalenderjaar;
- een combinatie van bovenstaande formules.

In ieder geval dient het equivalent vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon zoals omschreven in deze collectieve arbeidsovereenkomst gerealiseerd te worden.

Artikel 6 - Procédure:

§1

De collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de onderneming, zoals bepaald in artikel 5, dient te worden overgemaakt aan de Voorzitter van het paritair subcomité 319.01 voor de datum van 1 juli 2001

Met het oog op het sluiten van deze collectieve arbeidsovereenkomsten op het niveau van de onderneming, komen partijen overeen dat:

- er in deze onderhandelingen geen koppelingen worden gemaakt met andere thema's dan het bepalen van de modaliteiten inzake de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon zoals omschreven in deze sectorale collectieve arbeidsovereenkomst;
- er geen andere modaliteiten worden bepaald dan de mogelijkheden in artikel 5;

Handwritten signatures and initials, including 'WJ', 'CLO', and several other illegible signatures.

§2

Indien de partijen er niet in slagen in de onderneming tot een collectieve arbeidsovereenkomst te komen voor voormelde datum, dient de meest gereede partij beroep te doen op de bemiddelingscommissie, opgericht in het paritair subcomité 319.01, onder voorzitterschap van de Voorzitter van het paritair subcomité.

Deze bemiddelingscommissie heeft als doel een oplossing te zoeken voor het bepalen van de modaliteiten van de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon, zoals bedoeld in de tweede alinéa van artikel 5, in de vorm van een collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de onderneming.

§3

Indien, na de tussenkomst van de bemiddelingscommissie, op datum van 1 december 2001 geen collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de onderneming over de modaliteiten inzake de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon is gesloten, worden in de betrokken ondernemingen de modaliteiten van toepassing zoals bepaald door deze sectorale collectieve arbeidsovereenkomst als volgt:

van elke 2 uur vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon in iedere respectievelijke leeftijdscategorie (vanaf 45 jaar/vanaf 50 jaar/vanaf 55 jaar), zoals bepaald in artikel 3, wordt:

-het eerste uur vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon opgenomen in de vorm van van arbeidsprestaties vrijgestelde dagen, waarbij elk uur vrijstelling van arbeidsprestaties opgenomen in de vorm van 6 van arbeidsprestaties vrijgestelde dagen per kalenderjaar;

-het tweede uur vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon opgenomen in de vorm van van arbeidsprestaties vrijgestelde uren.

Deze modaliteiten gaan in vanaf 1 januari 2002.

§4

De modaliteiten bepaald in §3 blijven gelden, tenzij een collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de onderneming, gesloten in uitvoering van en conform met deze sectorale collectieve arbeidsovereenkomst, de modaliteiten van de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon bepaalt.

Artikel 7 -

In het kalenderjaar dat de respectievelijke leeftijd van 45, 50 of 55 jaar wordt bereikt, wordt de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon toegepast in verhouding vanaf de maand waarin de betrokken leeftijd wordt bereikt.

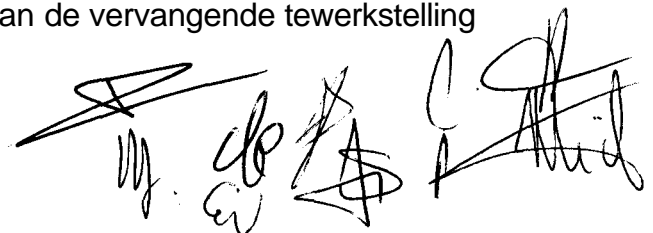
Alle schorsingen van de arbeidsovereenkomst met loonwaarborg, hebben geen invloed op de toekenning van de van arbeidsprestaties vrijgestelde dagen of de van arbeidsprestaties vrijgestelde uren.

Périodes zonder loonwaarborg geven aanleiding tot de proportionele vermindering van het recht op vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon.

Artikel 8 -

De vervangende arbeidsuren worden in principe en voor zover mogelijk ingevuld binnen de beroepsgroepen waar de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon wordt opgenomen, met uitzondering van anders niet in te vullen kleine personeelsfracties waarvoor in dat geval geen vervangende tewerkstelling mogelijk zou zijn.

Uitgangspunt is alleszins niet dat door het inzetten van de vervangende tewerkstelling



4

voor de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon, significante verschuivingen zouden optreden in de personeelsbezetting van de diverse beroepsgroepen. Met de syndicale vertegenwoordigers in de instelling of dienst zal in deze zin overleg worden gepleegd over de aanwending van de vervangende tewerkstelling.

Artikel 9 -

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking met ingang van 1/1/2001 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Ze kan door elk van de partijen opgezegd worden mits een opzeggingstermijn van zes maanden gericht bij een ter post aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap.